

Curriculum vitae

Julien BONNET

Professeur à l'Université de Montpellier

Né le 22 janvier 1980 à Montpellier (34)

Adresse professionnelle : UFR Droit et Science politique, 39 rue de l'Université
34060 Montpellier Cedex 2

Adresse mail : julien.bonnet@umontpellier.fr

PARCOURS UNIVERSITAIRE

- 2016 **Titulaire de la Prime d'encadrement doctoral et de recherche**
- 2015 **Avancement à la 1^{ère} classe (CNU)**
- 2014 **Professeur à l'Université de Montpellier, UFR Droit et Science politique**
- 2010-2013 **Professeur à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, UFR Droit et Science politique**
- 2010 **Admis au concours d'agrégation de droit public**
- 2009 **Maître de conférences à l'Université Montpellier I, UFR Droit**
- 2008 **Qualification aux fonctions de Maître de conférences par le Conseil national des Universités**
- 28 novembre 2007 **Doctorat de Droit public, Université Montpellier I**
- Titre : « Le juge ordinaire français et le contrôle de la constitutionnalité des lois. *Analyse critique d'un refus* ».
- Directeur de thèse : M. Dominique ROUSSEAU, Professeur à l'Université de Montpellier I
- Jury :
- M. Bertrand MATHIEU, Professeur à l'Université Paris I (Rapporteur)
 - M. Guillaume DRAGO, Professeur à l'Université Paris II (Rapporteur)
 - M. Guy CANIVET, Membre du Conseil constitutionnel, Premier président honoraire de la Cour de cassation
 - M. Jérôme ROUX, Professeur à l'Université Montpellier I
 - M. Dominique ROUSSEAU, Professeur à l'Université Montpellier I
- Mention : « Très honorable avec les félicitations du jury »
- Prix de thèse de la Faculté de droit de Montpellier
- Dalloz, Collection *Nouvelle bibliothèque de Thèses*, vol. 81, 2009, 716p.
- 2005-2007 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R.) à temps plein, Université Montpellier I, UFR Droit**
- 2002-2005 **Allocataire de recherche – Moniteur, Université Montpellier I, UFR Droit**
- 2002 **D.E.A. de Droit public général, option Droits fondamentaux, Université Montpellier I. Mention Très Bien. Major de promotion. Prix Hébrard du mémoire de D.E.A.**
- 2001 **Maîtrise en Droit public, Université Montpellier I. Mention Bien**
- 2000 **Licence en Droit, Université Montpellier I. Mention Bien. Major de promotion**
- 1999 **2^{ème} année D.E.U.G. Droit, Université Montpellier I. Mention Assez Bien**
- 1998 **1^{er} année D.E.U.G. Droit, Université Montpellier I. Mention Bien**
- 1997 **Baccalauréat, série Scientifique, Lycée Jean-Baptiste Dumas, Alès**

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

A l'Université de Montpellier (depuis 2014)

- Président de la Section de droit public de l'UFR Droit et Sciences politiques (2016-)
- Membre élu du Conseil de la Section de droit public (2014-)
- Co-directeur du Magistère Droit public appliqué (2015-)
- Membre élu du Conseil de l'IPAG de Montpellier (2017-)
- Membre du Conseil pédagogique du Collège de droit (2017-)
- Vice-Président de la Section de droit public de l'UFR Droit et sciences politiques (2014-2016)

A l'Université d'Evry-Val-d'Essonne (2010-2014)

- Directeur du Master 2 Droit des collectivités territoriales
- Membre élu du Conseil de l'UFR Droit et Science politique
- Co-responsable de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes » du Centre Léon Duguit,
- Réfèrent pour l'UFR Droit et Science politique du Pôle d'information et d'orientation des lycéens et étudiants

Responsabilités dans les projets et la vie collective de l'établissement

- Organisation de conférences d'information sur les métiers du droit public (Licence 2) et les Masters en droit public (Licence 3) depuis 2016
- Sélection et encadrement des équipes des Universités d'Evry (2011-2014) et de Montpellier (depuis 2014, avec P.Y. Gahdoun) dans le cadre du Concours Vedel de plaidoirie en QPC
- Tutorat des étudiants de la prepa ENM de Montpellier
- Responsable d'un groupe de travail sur la pédagogie numérique (2016-2017)
- Responsable de la campagne Admission Post Bac (APB) : réponse en ligne sur les demandes d'APB, coordination de la participation des enseignants en droit à la campagne, participation aux journées d'Orientation Active ainsi qu'aux salons où l'Université d'Evry était représentée (2012-2014)
- Participation à la confection du contrat quinquennal et à l'intégration de l'Université d'Evry dans l'Université Paris-Saclay
- Organisation d'une rencontre « Université-Collectivité locales et partenaires économiques locaux » (avec V. Bouhier), Evry, 18 juin 2013
- Conclusion de Conventions de partenariat entre le Master 2 Droit des collectivités territoriales et la Communauté de commune du Val d'Essonne, le MEDEF de l'Essonne et l'Association des maires de l'Essonne (Evry, 2012-2014)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

- Membre du CERCOP (Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques) ; co-responsable de l'axe de recherche « contentieux constitutionnel »
- Responsable du projet scientifique « Nourrir, protéger et soigner dans une société du risque : un défi pour le droit », Lauréat de l'appel à projet I-Site «Montpellier Université d'Excellence », rassemblant cinq laboratoires de recherche en droit et sept partenaires publics et privés (2017-2021).
- Membre du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue des Droits et libertés fondamentaux*
- Membre du Comité scientifique de la revue *Jurisdoctoria*
- Membre du projet scientifique « QPC et économie », Appel d'offres du Conseil constitutionnel « QPC 2020 ».
- Membre du réseau de recherche du *Laboratoire Méditerranéen de Droit public* (dir. M. Touzeil-Divina), référent sur le thème de la « Garantie et protection des droits fondamentaux »
- Co-responsable de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes » du Centre Léon Duguit, Université d'Evry-Val d'Essonne (2010-2014)
- Participation à des Comités de sélection : Université Toulouse 1-Capitole (2019), Université de Montpellier 2017 (Président), Aix-Marseille Université 2016, Université d'Evry-Val-d'Essonne (2013).

Responsabilités éditoriales

- Responsable de la Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle à la Revue de droit public (depuis 2012, avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun)
- Responsable de la Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques aux Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel (2015-2017, avec A. Roblot-Troizier)
- Responsable de la Chronique « Site Internet et revues électroniques » de la revue *Constitutions* (2010-2015)

Organisation de colloques

- Organisation du colloque annuel *Un an de droit public* dans le cadre du Magistère Droit public appliqué (depuis 2015), en partenariat avec le Tribunal administratif de Montpellier (depuis 2019).
- Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, (avec M. Afroukh), Montpellier, 7 février 2020.
- Les mutations du droit public, Colloque des 10 ans du Magistère droit public appliqué*, (avec N. Marty), Montpellier, 25 octobre 2019.
- Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs* (avec J. Arlettaz et P.-Y. Gahdoun), Montpellier, 30 novembre 2018.
- 5 ans de QPC : une révolution inachevée ?* (avec P.-Y. Gahdoun), Montpellier, 6 mars 2015, Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, 162p.
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* (avec J. Arlettaz), Montpellier, 12 décembre 2014, Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, 201p.

-Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme (avec F. Coulée et A. Roblot-Troizier) sous l'égide de l'AFDC et la SFDI, Evry, 25 novembre 2013, Revue générale de droit international public, 2014, n°3, pp. 481-662.

-Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle (avec A. Roblot-Troizier), Evry, 27 mars 2012, Les petites affiches, 5 décembre 2012, n°243, n°spécial, 48p.

Organisation et modération de conférences

-Quelles avancées sur la déontologie des députés? Débat autour du rapport de la déontologue de l'Assemblée nationale, avec Agnès Roblot-Troizier et Philippe Blachère, Montpellier, 19 mars 2019.

-Rencontres entre le Conseil constitutionnel et la Faculté de droit, (codirection avec P.-Y. Gahdoun), avec la participation du Secrétaire général et du service juridique du Conseil constitutionnel, Montpellier, 1^{er} juin 2018.

-Le juge d'instruction et la Constitution, avec Thomas Meindl et Anne Ponseille, Montpellier, 20 janvier 2017

-Question prioritaire de constitutionnalité et droit européen des droits de l'homme, Débat vidéo organisé avec R. Tinière, avec la participation de X. Magnon et S. Slama, Revue des droits et libertés fondamentaux, Grenoble, 4 mars 2015

-Défendre en justice la cause des détenus, avec N. Ferran et S. Slama ainsi que B. Belda et A. Ponseille, Montpellier, 21 novembre 2014

-Le Conseil constitutionnel, une Cour suprême ?, avec N. Belloubet, Montpellier, 7 mars 2014

-Pour un renouveau démocratique. Conférence sur le rapport de la « Commission Jospin », avec D. Rousseau, J. Benetti et A. Roblot-Troizier, Evry, 10 décembre 2012

Jury, concours, expertise

-Expert auprès de l'HCERES, Université de Lille, 2018

-Audition par l'Association nationale de développement des espaces ruraux, M. le député Jean-Michel Clément et M. le sénateur Franck Menonville (dir.), Assemblée nationale, 5 juillet 2018.

-Audition par Mme la députée Anne Génetet, Mission sur la fiscalité applicable aux français de l'étranger, 26 avril 2018.

-Membre du jury du Prix de thèse de l'UMR 7318 DICE, Université Aix-Marseille (2017)

-Membre du jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2015)

-Membre du jury de l'Ecole Nationale de l'Administration, concours de sortie (2011)

-Membre du jury du concours de rédacteur territorial du Gard (2011)

PUBLICATIONS

Ouvrages

- L'essentiel du contentieux constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Lextenso, Gualino, 2018, 170p.
- L'essentiel des grandes décisions du Conseil constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Lextenso, Gualino, 2017, 187p.
- Droit du contentieux constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), LGDJ, Montchrestien, 11^e édition refondue, 2016, 866 p.
- La question prioritaire de constitutionnalité*, (coécrit avec P.-Y. Gahdoun), Que-sais-je ?, PUF, 2014, 127p.
- Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel* (12 auteurs, direction par B. Mathieu, J.-P. Machelon, F. Mélin-Soucramanien, D. Rousseau, X. Philippe), Dalloz, 2^e éd., 2014, 598p.
- L'essentiel de la question prioritaire de constitutionnalité. Mode d'emploi* (coécrit avec D. Rousseau), Lextenso, Gualino, 2e éd., 2012, 122p.
- L'essentiel des grandes décisions QPC* (coécrit avec D. Rousseau), Lextenso, Gualino, 2012, 134p.
- Pouvoirs et démocratie en France*, (coécrit avec J. Arlettaz), Centre régional de documentation pédagogique, collection Questions ouvertes, 2012, 197p.
- *Le juge ordinaire français et le contrôle de la constitutionnalité des lois. Analyse critique d'un refus*, Dalloz, coll. Nouvelle Bibliothèque de Thèses, volume 81, 2009, 716p.

Direction d'ouvrages collectifs et de numéros spéciaux de revues juridiques

- L'office du juge et le contrôle de conventionnalité in concreto* (direction M. Afroukh, J. Bonnet), Dossier thématique, Revue des droits et libertés fondamentaux, disponible sur <http://www.revuedlf.com/dossier/la-reconfiguration-de-loffice-du-juge-de-la-conventionnalite-de-la-loi/>.
- La communication des juridictions constitutionnelles* (direction J. Bonnet), Annuaire international de justice constitutionnelle 2017, PUAM, 2018, 69p.
- La QPC : une révolution inachevée ?* (direction J. Bonnet et P.-Y. Gahdoun), Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, 162p.
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* (direction J. Arlettaz et J. Bonnet), Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, 201p.
- Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme* (direction J. Bonnet, F. Coulée et A. Roblot-Troizier) sous l'égide de l'AFDC et la SFDI, Revue générale de droit international public, 2014, n°3, pp. 481-662.
- Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle* (direction J. Bonnet et A. Roblot-Troizier), Les petites affiches, 5 décembre 2012, n°243, n°spécial, 48p.

Articles et Chapitres d'ouvrages

- Les juges judiciaires et leurs constitutionnalismes ; le point de vue du publiciste*, in S. Mouton, A. Vidal-Naquet, W. Mastor, X. Magnon (dir.), *Le juge dans le constitutionnalisme moderne*, QsQ8, Lextenso, Varenne, 2020, à paraître.
- « *Contexte national : l'exemple français* », in F. Barque, S. Nicot (dir.), *Vers l'instauration d'une procédure d'exécution des décisions du Conseil constitutionnel ?*, Lextenso, Varenne, 2020, à paraître.
- « *Le Conseil constitutionnel et le protocole 16 : une question d'opportunité ?* », in M. Afroukh, J.-P. Marguenaud (dir.), *Le protocole 16 à la CEDH*, Pedone, 2020, à paraître.
- Les juges constitutionnels ordinaires, juges constitutionnels de droit commun ?* (avec A. Roblot-Troizier), in X. Magnon, A. Vidal-Naquet, *La QPC, vers une reconfiguration de l'architecture juridictionnelle ?*, PUAM, 2020, à paraître.
- « *Regard de sociologie institutionnelle sur le juge judiciaire* », in J. Arlettaz (dir.), *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, Lextenso, Varenne, 2020, à paraître.
- Comment décident les acteurs juridiques ? Pour une analyse interdisciplinaire du processus décisionnel*, in Mélanges en l'honneur de Dominique Rousseau, Lextenso, 2020, à paraître.
- La clarté et la précision de la loi punitive : un régime constitutionnel à plusieurs vitesses*, in A. Ponselle, E. Sales, PY Gahdoun (dir.), *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2019.
- La politique de rupture de la Cour de cassation*, JCP, G, 2019, n°37, 9 septembre 2019, pp. 1594-1601.
- *Le droit constitutionnel de la régulation du foncier agricole*, Droit rural, 2019, n°471, pp. 35-39.
- Le point de vue du constitutionnaliste sur le non renvoi des QPC par les Cours suprêmes*, in N. Droin, A. Fautré-Robin (dir.), *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2018, pp. 17-32.
- *Peut-on parler d'un gouvernement des juges sous la Ve République ?*, in P. Blachère (dir.), *La Constitution de la Ve République : 60 ans d'application (1958-2018)*, Lextenso, 2018, pp. 589-601.
- La transformation du droit constitutionnel par les traités de Rome*, Revue de l'Union européenne, 2018, n°622, pp. 556-562.
- La communication des juridictions constitutionnelles, nouvel objet du droit*, Annuaire international de justice constitutionnelle 2017, PUAM, 2018, pp. 13-15.
- La radicalisation religieuse saisie par le juge constitutionnel*, in O. Bui-Xuan (dir.), *La radicalisation religieuse saisie par le droit*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2018, pp. 171-182.
- *La communication numérique des juridictions suprêmes*, in E. Sales (dir.), *Le numérique au service du renouvellement de la vie politique?*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2017, p. 124.
- La concrétisation des contrôles de la loi* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Revue Française de droit administratif, 2017, n°5, pp. 821-855.
- Une voie étroite mais possible*, in M. Fatin-Rouge, C. Severino (dir.), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice. Une nouvelle étape après la QPC ?*, Confluence des droits, Aix-en-Provence, 2017, pp. 448-455.
- Le numérique : un défi pour le droit constitutionnel* (coécrit avec P. Türk), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°57, 2017, pp. 13-24.
- L'effectivité des droits sociaux dans le cadre de la QPC*, Revue des droits de l'homme (en ligne), 2017, n°1 (37 600 signes)

- Les juges constitutionnels et l'état d'urgence*, Droit administratif, 2016, n°12, Etude n°15.
- *Repenser le « bloc de constitutionnalité » sous l'effet des rapports entre ordres juridiques : pour une redéfinition des sources de la constitutionnalité* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), in B. Bonnet, Les rapports entre ordres juridiques. Bilan, enjeux, perspectives, LGDJ, 2016, pp. 409-438.
- Dialogue des juges et qualité de la norme*, in V. Peltier, A. Gogorza (dir.), « Jurisprudence et qualité de la norme », Cujas, 2016, pp. 353-362.
- *Les effets de la Charte sur les compétences du Parlement*, in C. Cerda Guzman, F. Savonitto (dir.), « Les 10 ans de la Charte de l'environnement 2005-2015 », Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, pp. 175-187.
- La QPC et l'intérêt du justiciable*, in J. Arlettaz et J. Bonnet (dir.), L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?, Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, pp. 21-42.
- Les contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité des lois : concurrents et complémentaires*, in E. Cartier, L. Gay, A. Viala (dir.), La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?, Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2015, pp. 197-220.
- Les adages et le temps* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Revue Française de droit administratif, 2014, n°1, pp. 29-34
- La fragmentation de la protection juridictionnelle et le dialogue des juges*, in J. Arlettaz et R. Tinière, Fragmentation en droit, Fragmentation du droit, Editions l'Epitoge-Lextenso, 2014, pp. 139-152.
- Le droit au juge : la « contre démocratie » par le droit*, in A. Viala (dir.), La démocratie : qu'en disent les juristes ?, Lextenso, 2014, pp. 53-64.
- Les perspectives de la protection constitutionnelle des détenus*, in S. Slama, N. Ferran et OIP (dir.), Défendre en justice la cause des détenus, La documentation française, 2014, pp. 247-254.
- Thèse de doctorat*, in M. Touzeil-Divina (dir.), Initiation au droit. Introduction encyclopédique aux études et métiers juridiques, Lextenso, 2^e éd., 2014, pp. 304-306.
- Les contrôles a priori et a posteriori*, Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n° 40, 2013, pp. 105-115.
- La question prioritaire de constitutionnalité et le Parlement*, Politeia, 2013, n°23, pp.231-241.
- Le principe constitutionnel de la légalité criminelle*, in F. Hourquebie, V. Peltier (dir.), Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal, Cujas, 2013, pp. 11-24.
- Les enseignements des délibérations du Conseil constitutionnel relatives à l'élection présidentielle* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Petites affiches, numéro spécial, 5 décembre 2012, pp. 29-33.
- La question prioritaire de constitutionnalité. Etude des caractères « sérieux » et « nouveau »*, Rédaction des développements consacrés à la Belgique. Contrat de recherche, Mission Droit et justice, CERCOP, Université Montpellier I, 2012, pp. 92-101.
- L'indépendance du contrôle de conventionnalité des lois*, in Indépendance(s), Etudes en l'honneur de Jean-Louis Autin, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2012, pp. 1231-1252.
- La QPC, une révolution qui continue* (Coécrit avec Dominique Rousseau), Revue parlementaire, Mars 2011, p. 38.
- Le principe constitutionnel de non-discrimination génétique*, La lutte contre les discriminations : approche pluridisciplinaire, Facultés des sciences juridiques, économiques et sociales de Marrakech, n°38, 2011, pp.57-66.
- Démocratie et multiplication des droits* (Coécrit avec Mathilde Philip-Gay), in A. Delcamp, A.-M. Le Pourhiet, B. Mathieu et D. Rousseau (dir.), Nouvelles questions sur la démocratie, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2010, pp. 15-30.

- 1958-1983 : 25 ans de délibérations. *Présentation de la période 1974-1980* (Coécrit avec Dominique Rousseau et Pierre-Yves Gahdoun), Les cahiers du Conseil constitutionnel, Hors série, 2009, pp. 115-117.
- La révision constitutionnelle et le juge, une consécration ?*, Politeia, n°15, 2009, pp. 465-488.
- L'origine sociale des valeurs. Approche juridique* (Coécrit avec Véronique Gimeno) in D. Favre, A. Hasni, C. Reynaud (dir.), Les valeurs explicites et implicites en éducation, De Boeck, 2008, pp. 27-39.
- Le contrôle de la loi par le juge ordinaire ou les carences de la question préjudicielle en appréciation de la constitutionnalité des lois*, VIIe Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Atelier n°5 sous la dir. de G. Drago et T.-S. Renoux, 2008, disponible sur www.droitconstitutionnel.org
- Le contrôle des marchés passés par les Assemblées parlementaires. Les répercussions de la jurisprudence « Président de l'Assemblée nationale » (CE, Ass., 5 mars 1999)* in Contrats Publics, Mélanges en l'honneur de Michel Guibal, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2006, Tome 2, pp. 305-319.
- L'amorce d'une « véritable révolution juridique » : la réponse du juge ordinaire et du Parlement à la censure par le Conseil constitutionnel d'une loi promulguée*, Revue française de droit administratif, 2005, n°5, pp. 1049-1053.
- Le Conseil d'Etat et le Conseil supérieur de la magistrature*, Revue du droit public, 2004, n°4, pp. 987-1014.

Chroniques et notes de jurisprudence

- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2018)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2019, n°1, pp. 249-288.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2017)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2018, n°1, p. 285.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°57, 2017.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°55-56, 2017, pp. 117-142 .
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°54, 2017, pp. 85-96.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2016)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2017, n°1, p.175-211.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°53, 2016, pp. 99-116 .
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°52, 2016, pp. 71-86.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°51, 2016, pp. 85-106.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2015)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2016, n°1, p. 305s.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2014)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2015, n°1, pp. 227-256.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°50, 2015, pp. 85-102.

- *L'épanouissement de la jurisprudence Etat d'urgence en Nouvelle-Calédonie, Note sous CC, n°2013-349 QPC du 18 octobre 2013 Société Allianz*, Actualité juridique de droit administratif, 2014, pp. 467-471.
- *Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2013)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2014, n°1, pp. 207s.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle* (septembre 2013-mars 2014), Annotations sous cinq arrêts du Conseil d'Etat, Gazette du Palais, 2014, n°192 à 193, pp. 15-17.
- *Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2012)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2013, n°1, pp. 197s.
- *La pacification par le Conseil constitutionnel des rapports entre employeur et salariés protégés*, Note sous CC, n°2012-242 QPC du 14 mai 2012, Droit social, n°9, septembre 2012, p. 796-803.
- *Actualité bibliographique, Site Internet et revues électroniques*, Constitutions-Revue du droit constitutionnel appliqué, depuis 2010, 4 numéros par an, soit 16 chroniques au total sur la période 2012-2015, 2 pages par numéro.
- *Note sous CC, n°2004-505 DC du 19 novembre 2004*, Traité établissant une Constitution pour l'Europe, International Law Before Domestic Courts (ILDC), Oxford University press, www.oxfordlawreports.com
- *Note sous CE, ord. réf., 11 octobre 2001, n° 238849, M. Hauchemaille* International Law Before Domestic Courts (ILDC), Oxford University press, www.oxfordlawreports.com
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2006 : « Introduction » et « Les normes de référence »*, Revue administrative, 2006, n°354, pp. 599-602.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Second semestre 2004 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2005, n°346, pp. 350-353.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2004 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2004, n°342, pp. 594-598.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Second semestre 2003 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2004, n°339, pp. 261-265.
- *Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2003 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2003, n°335, pp. 487-490.

Autres publications, médias

- *Préface*, A. Kebe, *Le recours à la QPC par les collectivités territoriales: Bilan de la jurisprudence et perspectives*, Université européennes, 2018.
- *La question prioritaire de constitutionnalité. Etude des caractères « sérieux » et « nouveau »*, Rédaction des développements consacrés à la Belgique. Contrat de recherche, Mission Droit et justice, CERCOP, Université Montpellier I, 2012.
- *Le contrôle des élections présidentielles*, Dalloz étudiant, 11 mai 2012.
- « *Sénat : un défi pour la gauche* », Territoires, Novembre 2011.
- *Corrigé d'une dissertation : La puissance de l'Etat est-elle sans limite ?*, in A. Viala, M. Verpeaux (dir.), *Annales Droit constitutionnel 2007*, Dalloz, 2006, pp. 39-47.
- *Interventions médiatiques à propos de l'examen par le Conseil constitutionnel du régime légal du travail des détenus*, septembre 2015 (Le Monde, France Inter, France Info, Capital, Liaisons sociales...)
- « *Présidentielle : le parrainage d'un maire soumis au vote des ses administrés* », Le Figaro, site Internet, Entretien, 24 février 2017
- « *Le Conseil constitutionnel et la communication numérique* », Mediapolis, Entretien, Europe 1, 17 juin 2017
- « *QPC et droit des affaires : un rendez-vous manqué ?* », Droit et affaires, Entretien, 3 juin 2019.

CONFERENCES ET COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES

- Le contrôle de constitutionnalité des lois électorales : regard croisé France – Italie* (avec J. Arlettaz), in P. Esplugas, S. Mouton, Modèles électoraux et démocratie : quels enjeux constitutionnels ?, Toulouse, 5 décembre 2019.
- Rapport de synthèse*, in G. Galustian, Contrôler les gouvernants en France : où en est-on ?, VIIIe journée de la Commission de la Jeune recherche en droit constitutionnel, Montpellier, 14 novembre 2019.
- Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), Les mutations du droit public, Colloque des 10 ans du Magistère droit public appliqué, Montpellier, 25 octobre 2019.
- Le Conseil constitutionnel et le protocole 16 à la CEDH*, in M. Afroukh, J.-P. Marguenaud (dir.), Séminaire sur le Protocole 16 CEDH, Montpellier, 19 avril 2019.
- *Regard de sociologie institutionnelle sur le juge judiciaire*, in J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun (dir.), Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs, Montpellier, 30 novembre 2018.
- Les juges judiciaires et leurs constitutionnalismes ; le point de vue du publiciste*, in S. Mouton, A. Vidal-Naquet, W. Mastor, X. Magnon (dir.), Le juge dans le constitutionnalisme moderne, QsQ8, Toulouse, 19 octobre 2018.
- Contexte national : le cas français*, in F. Barque, S. Nicot (dir.), Vers l’instauration d’une procédure d’exécution des décisions du Conseil constitutionnel ? Grenoble, 18 octobre 2018.
- Les aspects constitutionnels de la régulation foncière et agricole*, ANDER, J.-M. Clément et F. Menonville (dir.), La contribution du droit à la régulation du marché des terres agricoles, Assemblée nationale, 5 juillet 2018.
- Les juges constitutionnels ordinaires, juges constitutionnels de droit commun ?* (avec A. Roblot-Troizier), in X. Magnon, A. Vidal-Naquet, La QPC, vers une reconfiguration de l’architecture juridictionnelle ?, Aix-en-provence, 6 avril 2018
- La concrétisation des contrôles de la loi*, Aix-en-provence, UMR DICE, 12 mars 2018
- La clarté et la précision de la loi punitive : un régime constitutionnel à deux vitesses ?*, in A. Ponseille, E. Sales, PY Gahdoun, Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?, Montpellier, 19 janvier 2018
- La concrétisation des contrôles de la loi*, Montpellier, CERCOP, 12 janvier 2018
- La radicalisation religieuse saisie par le juge constitutionnel*, in O. Bui-Xuan (dir.), La radicalisation religieuse saisie par le droit, Evry, 30 novembre 2017
- Le point de vue du constitutionnaliste sur le non renvoi des QPC par les Cours suprêmes*, in N. Droin, A. Fautré-Robin (dir.), Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d’Etat, Clermont-Ferrand, 25 octobre 2017
- Le droit constitutionnel à l’épreuve du numérique*, Journée nationale de l’Association française de droit constitutionnel, Présidence et conclusions (avec P. Türk), Paris, 17 mars 2017
- Etat d’urgence et protection des droits fondamentaux : quel bilan ?*, modérateur et discutant, sous la direction de M. Afroukh et J. Arlettaz, Montpellier, 27 janvier 2017
- Le juge d’instruction et la Constitution*, modérateur et discutant, avec T. Meindl et A. Ponseille, 20 janvier 2017
- La communication numérique des juges constitutionnels*, in E. Sales (dir.), Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?, Montpellier, 4 novembre 2016
- Les conditions d’une réforme en France au regard des expériences étrangères*, Table ronde, in M. Stefanini, C. Severino (dir.), Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?, Aix-en-provence, 24 juin 2016

-*Repenser la démocratie. Conférence-débat autour des propositions de la Commission Bartolone*, avec W. Genieys, E. Sales, B. Troupel, A. Viala, Montpellier, 8 janvier 2016

-*L'effectivité des droits sociaux dans le cadre de la QPC*, in H. Hurpy, S. Torcol (dir.), Contentieux constitutionnel des droits et libertés fondamentaux et économie, Toulon, 20 novembre 2015

-*Juridictions constitutionnelles nationales et juridictions supranationales*, in F. Balaguer Callejón et A. Viala (dir.), Droit constitutionnel national, intégration supranationale et mondialisation, Grenade, 16 octobre 2015

-*5 ans de QPC : une révolution inachevée ? Introduction*, in J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun (dir.), 5 ans de QPC : une révolution inachevée ?, Montpellier, 6 mars 2015

-*QPC et protection européenne des droits de l'homme*, Débat vidéo organisé par la Revue des droits et libertés fondamentaux sous la direction de J. Bonnet et R. Tinière, Grenoble, 4 mars 2015

-*Les effets de la Charte sur les compétences du Parlement*, in C. Cerda Guzman, F. Savonitto (dir.), « Les 10 ans de la Charte de l'environnement 2005-2015 », Bordeaux, 6 février 2015.

- *La QPC et l'intérêt du justiciable*, in J. Arlettaz, J. Bonnet (dir.), L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux, Du juge des droits au juge du Droit?, Montpellier 12 décembre 2014

-*Les principes constitutionnels intéressant la procédure administrative*, in J.-B. Auby (dir.), A la recherche des principes du droit de la procédure administrative, Conseil d'Etat, 5 décembre 2014

-*Dialogue des juges et qualité de la norme*, in V. Peltier, A. Gogorza (dir.), « Jurisprudence et qualité de la norme », Bordeaux, 13 novembre 2014

-*Le renouvellement de l'autorité des décisions du Conseil constitutionnel*, Séminaire du CERCOP, Faculté de droit et de Sciences politiques de Montpellier, 21 mai 2014

-*Le contrôle de constitutionnalité et le contrôle de conventionnalité: entre concurrence et complémentarité*, in E. Cartier, L. Gay, A. Viala (dir.), La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?, Sénat, 27 mars 2014

-*Les contours méthodologiques du droit constitutionnel européen*, Modérateur et discutant d'une table ronde, in F. Balaguer Callejón, A. Viala, S. Pinon (dir.), Le Droit constitutionnel Européen à l'épreuve de la crise économique et démocratique de l'Europe, Montpellier, 12 décembre 2013

-*Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme, Introduction*, in J. Bonnet, F. Coulée, A. Roblot-Troizier (dir.), Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme, Evry, 25 novembre 2013

-*Les adages et le temps* (avec A. Roblot-Troizier), in H. Hoeffner, L. Janicot, A. Roblot-Troizier, *Les adages en droit public*, Paris, 11 octobre 2013.

-*Les modes d'application de la Constitution par la Cour de cassation*, in G. Drago, X. Philip (dir.), La Cour de cassation et la Constitution, perspectives nouvelles, Cour de cassation, 27 septembre 2013

-*La fragmentation de la protection juridictionnelle et le dialogue des juges*, Modérateur et discutant d'une table ronde, in J. Arlettaz et R. Tinière (dir.), Fragmentation en droit, Fragmentation du droit, Grenoble, 17 mai 2013

-*Les perspectives de la protection constitutionnelle des détenus*, in S. Slama, N. Ferran et OIP (dir.), Défendre en justice la cause des détenus, Sénat, 24 janvier 2013

-*Pour un renouveau démocratique. Conférence sur le rapport de la « Commission Jospin »*, Organisation et modération de la conférence, avec D. Rousseau, J. Benetti et A. Roblot-Troizier, Evry, 10 décembre 2012

-*La question prioritaire de constitutionnalité et l'entreprise*, Journée du droit, Ordre des avocats du barreau d'Alès, 29 novembre 2012

- Le principe constitutionnel de la légalité criminelle*, in F. Hourquebie, V. Peltier (dir.), Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal, Bordeaux, 8 novembre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité et le Parlement*, in J.-P. Derosier (dir.), La fonction présidentielle sous le quinquennat Sarkozy, Saint-Etienne, 19 octobre 2012
- Le métier d'avocat et la question prioritaire de constitutionnalité*, Congrès de la Confédération nationale des avocats, Montpellier, 12 octobre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité : mécanisme, apports et questions d'actualité*, Centre Léon Duguit, Evry, 5 juillet 2012
- Question prioritaire de constitutionnalité et droit privé*, Ecole doctorale de Montpellier, 13 juin 2012
- Le droit au juge : la « contre démocratie » par le droit*, in A. Viala (dir.), « La démocratie : qu'en disent les juristes ? », Montpellier, 24 et 25 mai 2012
- Pouvoirs et démocratie en France*, « Journée de l'Europe », Centre régional de documentation pédagogique de Montpellier, 9 mai 2012
- Organiser les primaires*, Présidence d'une table ronde, in P.-Y. Gahdoun (dir.), Les primaires, Montpellier, 30 mars 2012
- Les enseignements des délibérations du Conseil constitutionnel* (avec Agnès Roblot-Troizier) in A. Roblot-Troizier et J. Bonnet (dir.), Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle, Evry, 27 mars 2012
- Démocratie et multiplication des droits*, Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel, « Nouvelles questions sur la démocratie », Paris, 4 décembre 2009
- Démocratie administrative et droit des administrés* in S. Caudal, P.-Y. Gahdoun, (dir.), « Démocratie et multiplication des droits », Lyon, 4 juin 2009
- 1958-1983 : 25 ans de délibération, Présentation de la période 1974-1980* avec Dominique Rousseau et Pierre-Yves Gahdoun, « 1958-1983 : 25 ans de délibération », Conseil constitutionnel, 30 janvier 2009
- Le contrôle de la loi par le juge ordinaire ou les carences de la question préjudicielle en appréciation de la constitutionnalité des lois*, VIIe Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, 26 septembre 2008
- Le principe constitutionnel de non-discrimination génétique*, IIIe colloque Franco-Marocain, « La lutte contre les discriminations : approche pluridisciplinaire », Faculté de droit de Montpellier, 4 avril 2008
- La jurisprudence constitutionnelle de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Atelier juridique de l'école doctorale, UFR droit, Montpellier, 16 février 2006
- L'influence de la jurisprudence européenne sur le Conseil constitutionnel*, Université autonome de Barcelone, Programme d'Action Intégrée, « Cours constitutionnelles et Cours européennes », 15 novembre 2005
- Rapport de synthèse de l'atelier sur « Les valeurs explicites et implicites en éducation »*, 9e rencontres du Réseau International de Recherche en Education et en Formation, Université Montpellier III, 17 septembre 2005
- L'origine sociale des valeurs. Approche juridique*, Les valeurs explicites et implicites en éducation, 9e rencontres du Réseau International de Recherche en Education et en Formation, Université Montpellier III, 15 septembre 2005
- Controverse sur l'effet du contrôle des lois promulguées par le Conseil constitutionnel*, VIe congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Atelier sur les controverses constitutionnelles dirigé par A.-M. Le Pourhiet et S. Pierre-Caps, Montpellier, 9 juin 2005
- La jurisprudence récente du Conseil d'Etat relative au Conseil supérieur de la magistrature*, 1ère rencontres Conseil d'Etat-Université, Faculté de droit de Montpellier, 6 décembre 2003

Encadrement doctoral et scientifique

Direction de thèses en cours

Doctorants inscrits à l'Université de Montpellier :

- Mélissandre Talon, *La notion de propriété en droit constitutionnel français* (depuis 2018).
- Geoffroy Herzog, *L'élection populaire du Président de la République dans l'espace européen* (depuis 2016, en codirection à 50% avec S. Pinon)
- Emma Grego (Doctorante-contractuelle), *Le renouvellement du discours du juge constitutionnel : approche de droit comparé* (depuis 2014)

Participation à des jurys de thèse et de jury HDR

- Jérémy Martinez, *Conseil constitutionnel et économie*, sous la direction de Guillaume Drago, Paris II, 11 décembre 2019 (Rapporteur).
- Anaïs Dechambre, *L'intégration de principes directeurs du procès dans le contrôle de constitutionnalité des lois. Contribution à une étude processuelle de la question prioritaire de constitutionnalité*, sous la direction de Bertrand Mathieu, Paris I, 8 novembre 2019 (Rapporteur).
- Bertrand Sergues, *La question prioritaire de constitutionnalité face à l'ordre juridique interne : analyse des effets du mécanisme constitutionnel de contrôle des lois entrées en vigueur sur l'ordre juridique interne*, sous la direction de Stéphane Mouton, Toulouse, 22 octobre 2019 (Président).
- Chloé Cyteval, *L'office de l'avocat général de la Cour de cassation dans le contentieux de la QPC*, sous la direction de Dominique Rousseau, Paris I, 12 octobre 2019 (Rapporteur).
- Alex Chauvet, *Le renvoi et le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation*, sous la direction de Fabrice Hourquebie, Bordeaux, 28 novembre 2018 (Rapporteur).
- Marine Benigni, *L'application dans le temps des décisions QPC*, sous la direction d'Emmanuel Cartier, Lille, 12 novembre 2018 (Rapporteur).
- Mathilde Kamal, *Le Conseil constitutionnel et le temps*, sous la direction de Pierre-Yves Gahdoun, Montpellier, 4 mai 2018 (Président)
- Céline Gueydan, *L'exception en droit public*, sous la direction d'Ariane Vidal-Naquet, Aix-en-Provence, 4 décembre 2017.
- Mathilde Heitzmann-Patin, *Les normes de concrétisation dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de Michel Verpeaux, Paris 1, 8 mars 2017 (Rapporteur)
- François Barque, *Les figures du juge*, Soutenance HDR, Grenoble, 27 février 2017 (Rapporteur)
- Fleur d'Argent, *La consultation en droit public interne*, sous la direction d'Ariane Vidal-Naquet, Aix-en-Provence, 9 décembre 2016 (Rapporteur)
- Johan Baillargeon, *La question prioritaire de constitutionnalité et le juge administratif*, sous la direction de F. Lichère et T.-S. Renoux, Aix-en-Provence, 2 décembre 2016 (Rapporteur)
- Godefroid Boholombe Bompono, *Le juge constitutionnel et l'application des normes internationales et régionale de protection des droits fondamentaux. Etude comparative des droits français, allemand et sud-africain*, sous la direction de P. Gaïa, Aix-en-Provence, 30 juin 2016 (Rapporteur)
- Chloé Mathieu, *Le principe de la séparation des pouvoirs dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de J. Roux, Montpellier, 9 décembre 2015 (Assesseur)
- Olivier Bonnefoy, *Les relations entre Parlement et Conseil constitutionnel. Les incidences de la question prioritaire de constitutionnalité sur l'activité normative du Parlement*, sous la direction de F. Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 12 juin 2015 (Assesseur)

- Faten Ben Hassine, *Les nouveaux pouvoirs de police du maire en matière de prévention, répression de la délinquance, contrôle social et familial depuis la loi du 5 mars 2007*, sous la direction de F. Colly, Evry, 24 juin 2014 (Président)
- Eric Lestrade, *Les principes directeurs du procès dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de F. Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 21 novembre 2013 (Rapporteur)
- Anne Wlazlak, *L'influence de la construction communautaire sur la Constitution française*, sous la direction de P. Blachère, Avignon, 7 juin 2013 (Rapporteur)
- Motjaba Mortada, *Le contrat dans la fonction publique : la situation du Liban éclairée par l'exemple français*, sous la direction d'E. Marc, Montpellier, 14 décembre 2012 (Rapporteur)
- Rémi Bertrand, *Le statut constitutionnel des religions. Etude comparée France Italie (L'idéologie culturelle ou l'hégémonie religieuse)*, sous la direction de D. Rousseau, Montpellier, 22 novembre 2012 (Rapporteur)
- Olivier Hasenfratz, *QPC et procédure pénale : Etats des lieux et perspectives*, sous la direction de J.-M. Maillot, Montpellier, 6 janvier 2012 (Rapporteur)

Direction d'équipe de recherche interne à un laboratoire

- Membre du Conseil de Laboratoire du CERCOP, responsable (avec P.-Y. Gahdoun) de l'axe de recherche consacré au contentieux constitutionnel, Université de Montpellier (depuis 2014)
- Membre du Centre Léon Duguit, responsable (avec A. Roblot-Troizier) de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes », Université d'Evry-Val-d'Essonne (2010-2013)
- Membre du Comité scientifique pour le rapport « Nature de l'office du juge de 1ère instance et d'appel dans l'appréciation du caractère sérieux de la QPC », GIP Droit et Justice, CERCOP, 2012.

Divers

- Membre de Comités de suivi de thèse de doctorants inscrits à Montpellier et Evry
- Direction de mémoires de Master 1 et Master 2 (environ 5 par an depuis 2009)

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

EN QUALITE DE PROFESSEUR A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER (2014-...)

- Droit constitutionnel général, (Licence 1, depuis 2019)
- Contentieux constitutionnel (Master 1)
- La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation (Master 2 Droit public général)
- Pratiques du contentieux constitutionnel (Master 2 Droit public général)
- Doctrines constitutionnelles modernes (Licence 2, 2015-2019)
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (Master 2 Droit de la sanction pénale)
- La jurisprudence pénale du Conseil constitutionnel (Master 2 Pratiques pénales)
- Droit immobilier et question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Droit immobilier)
- Pratique du contrôle de la loi (Master 2 Droit des contentieux)
- Droits et libertés (Master 2 Droit des personnes et de la famille)
- Actualité du droit public (Prépa ENM)
- La question prioritaire de constitutionnalité en droit public (Magistère droit public des affaires, DU Contentieux administratif)
- Préparation à l'épreuve de droit public au concours de Conseiller de la Chambre Régional des comptes (IPAG)
- Droit constitutionnel européen (Master 1 Droit public, 2014-2015)

EN QUALITE DE PROFESSEUR A L'UNIVERSITE D'EVRY-VAL-D'ESSONNE (2010/2013)

Cours magistraux à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne

- Droit constitutionnel (Licence 1)
- Droit des services publics (Master 1)
- Droit des services publics locaux (Master 2 Droit public des collectivités locales)
- Droit administratif des biens (Licence 3)
- Contentieux constitutionnel (Master 2 Carrières judiciaires et droit des contentieux)
- Droits et libertés fondamentaux des biotechnologies (Master 2 Droit des biotechnologies)
- La question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Droits de l'homme et droit humanitaire)
- Actualité des droits et libertés fondamentaux (IEJ)
- Protection des droits de l'homme (2012-2013)

Cours magistraux à l'Université Montpellier I

- Droit constitutionnel européen (Master 1 Droit public, 2010/2011 2013-2014)
- La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation (Master 2 Droit public général)
- Actualité du droit public Prépa ENM
- Actualité du droit constitutionnel : Prep'ENA
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (Master 2 Droit de la sanction pénale)
- Pratique de la question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Magistère droit public des affaires)
- La question prioritaire de constitutionnalité en droit public (DU Contentieux administratif)

Cours magistraux à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse

- Systèmes politiques et administratifs européens (Master 2 Juriste européen, 2012/2013)
- Droit constitutionnel comparé (Master 1 Juriste européen, 2011/2012)

EN QUALITE DE MAITRE DE CONFERENCES A L'UNIVERSITE MONTPELLIER I (2009/2010)

Cours magistraux :

- Droit constitutionnel général (Licence 1)
- Grands problèmes constitutionnels contemporains (Licence 2)
- Théorie générale des libertés fondamentales (Licence 3)
- Droit constitutionnel comparé (Master 1 Droit public)
- Actualité de droit public (Prep'ENA)
- Droit public (Prepa ENM)
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (DU Droit de la sanction pénale)

EN QUALITE D'ALLOCATAIRE-MONITEUR PUIS ATER A TEMPS PLEIN A L'UNIVERSITE MONTPELLIER I (2002/2007)

Travaux dirigés :

- Droit constitutionnel général (Licence 1)
- Droit constitutionnel de la Ve République (Licence 1)
- Institutions européennes (Licence 1)
- Contentieux constitutionnel (Master 1)
- Droit constitutionnel européen (Master 1)